



Première semaine Comment sortir d'une guerre

Cent ans après la fin de la Première Guerre mondiale, « La Croix » enquête sur les conditions d'une paix durable entre les peuples.

Aujourd'hui (4/5) Le développement

Près d'une pompe à eau, à Gao (Mali). Markus Heine/NurPhoto



— L'intervention militaire française déclenchée au Mali depuis 2013 permet de contenir l'incendie djihadiste, mais le Sahel reste un baril de poudre sur le point d'exploser.

— Face au danger, les programmes pour relever les grands défis socio-économiques que connaît la région se mettent en place.

On sait quand une guerre commence, mais jamais quand ni comment elle se finira. Celle engagée par la France au Sahel débute le 11 janvier 2013, lorsque les forces spéciales interviennent pour stopper l'avancée des groupes armés qui contrôlent déjà le nord du Mali et menacent de s'emparer de Bamako.

La chute de la capitale serait une catastrophe pour le pays et l'ensemble de la région et, au-delà,

pour la France et l'Europe car elle consacrerait la formation d'un sanctuaire terroriste au cœur de l'Afrique. À la demande des autorités maliennes et avec l'accord du Conseil de sécurité des Nations unies, François Hollande, alors président de la République, déclenche l'opération militaire Serval.

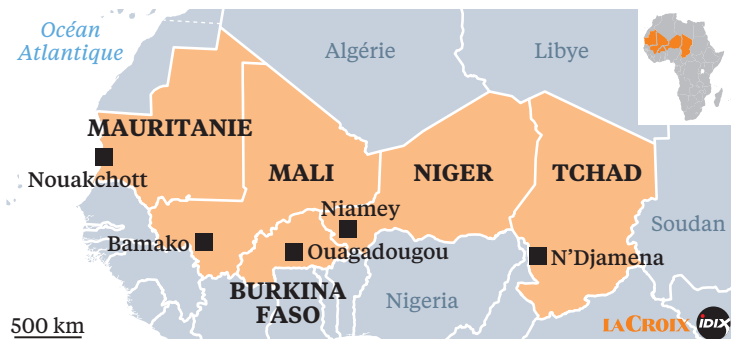
« Après la famine des années 1980, le Sahel réapparaît à ce moment-là sur les radars médiatiques sur fond de menace islamiste et de risque migratoire, mais sans que le grand public comprenne bien ce que cache cette crise », souligne Jean-Marc Pradelle, de l'Agence française de développement (AFD).

Car de quoi parle-t-on exactement ? « D'une zone grande comme cinq à six fois la France, qui couvre cinq pays – Mauritanie, Mali, Burkina, Tchad et Niger – figurant parmi les plus pauvres et les plus fragiles en termes de développement humain », résume Friederike Röder, directrice France de l'ONG ONE. « Une

région dotée d'un riche passé et d'un vrai potentiel, mais qui doit affronter quelques grands défis structurels », ajoute Jean-Marc Châtaigner, nommé en septembre dernier envoyé spécial pour le Sahel.

Le premier est démographique. « Le doublement attendu de la population dans les vingt ●●●

Au Sahel, la bataille du développement



●●● *prochaines années risque d'enfermer ces pays dans une trappe à pauvreté*», souligne le diplomate. Le second défi, économique et social, est lié : la maigre croissance tirée de l'exportation de matières premières ne profite pas à tout le monde et la faiblesse des activités – une agriculture en panne, une industrie inexistante – pose le problème d'un chômage massif, en particulier pour la jeunesse.

Il faut également compter avec le changement climatique qui perturbe le régime des pluies et fragilise des exploitations familiales qui font vivre l'essentiel de la population. Et l'enjeu de l'accès aux savoirs, condition indispensable au décollage de ces pays. « *Le dernier défi d'importance est celui de la gouvernance, de l'inclusion démocratique et du respect des libertés fondamentales* », ajoute Jean-Marc Châtaigner.

« La politique d'aide des soixante dernières années n'a pas été à la hauteur. »

C'est sur ce contexte socio-économique dégradé, marqué par l'incurie d'un appareil d'État qui suscite la méfiance, la fragmentation ethnique des sociétés et les effets collatéraux de l'effondrement du régime libyen, en 2011, qu'ont prospéré les mouvements rebelles, les bandes mafieuses et les groupes djihadistes. La communauté internationale met du temps à prendre la mesure de cette situation explosive.

« *La politique d'aide des soixante dernières années n'a pas été à la hauteur*, constate Christophe Angely, de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferd). *Dans le secteur éducatif, par exemple, on a construit beaucoup d'écoles, mais avec des maîtres mal formés et non payés. Idem en matière de développement rural où le soutien à l'agriculture familiale a manqué des investissements nécessaires.* » Sans parler des conséquences désastreuses des programmes « *d'ajustement structurels* » qui ont obligé beaucoup de ces pays à sacrifier leurs secteurs sociaux pour payer leurs dettes.

Il aura fallu l'effondrement du Mali, pourtant réputé le « bon élève » de la région, pour mesurer la gravité du problème. « *L'opération Serval, rebaptisée Barkhane, a*

permis de contenir l'incendie. Mais elle montre ses limites. Depuis 2014-2015, la situation se détériore. Il est évident que l'action militaire, nécessaire, ne règlera pas le problème si elle n'est pas doublée par une action décisive de développement », plaide Christophe Angely.

Plusieurs initiatives en ce domaine ont été récemment lancées. La première baptisée G5 Sahel associe les pays de la ligne de front dans une coopération à double volet, militaire et développement. Une conférence de financement doit se réunir en février à Bruxelles pour trouver les 10 milliards d'euros qui permettront de lancer 150 projets déjà listés.

Autre programme d'ampleur : l'Alliance pour le Sahel conclue en juillet dernier par la France et l'Allemagne avec l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et les Nations unies. « *Cette plateforme d'action inaugure une approche renouvelée à travers quatre principes. Un : choisir ses combats en se concentrant sur des domaines prioritaires – éducation, développement rural, gouvernance, énergie/climat et services de base décentralisés. Deux : parce que le temps presse, une obligation de résultats, lesquels seront évalués à un, trois et cinq ans. Trois : jouer la complémentarité entre bailleurs. Quatre : mieux articuler sécurité et développement pour consolider les terrains gagnés par l'armée* », détaille Philippe Chedanne, délégué régional Grand Sahel à l'AFD.

« *Il s'agit de faire mieux, ensemble, dans une approche intégrée mettant en synergie les trois composantes de l'action internationale : la diplomatie, la défense et le développement* », résume Jean-Marc Châtaigner. « *L'initiative peut faire la différence si on construit un vrai partenariat avec les pays concernés et si les engagements financiers suivent. Or, pour l'instant, la France ne consacre qu'une infime partie de son aide à ces pays* », signale Friederike Röder.

De fait, le nerf de cette guerre du développement reste les péculs. Les partenaires de l'Alliance pour le Sahel doivent encore se mettre d'accord sur les vingt premiers projets pilote et leurs modes de financement. En cas d'échec, la promesse de paix au Sahel n'aura été qu'un mirage de plus.

Antoine d'Abbundo

Demain :

Les échecs de l'ONU en ex-Yougoslavie

champs de bataille, par Yan Morvan

Belchite (Espagne).

La bataille de Belchite (24 août – 6 septembre 1937) est une opération militaire menée par les troupes républicaines espagnoles contre les forces nationalistes, durant la guerre d'Espagne.

Yan Morvan/hanslucas



pace
(se prononce « patché », en italien)

herè

(le mot « paix » en bambara, Mali)

repères

Les chiffres clés du Sahel

La population des cinq pays du Sahel (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Mauritanie) pourrait passer de 135 millions de personnes en 2015 à 330 millions en 2050 si les taux de natalité actuels se maintiennent.

Le Mali comptait 5,3 millions d'habitants à l'indépendance, en 1960, et 17,6 millions en

2015. La projection pour 2050 est de 46 millions.

La part des moins de 34 ans est de 74 % pour la Mauritanie à 81 % pour le Tchad.

En 2014, le PIB de l'ensemble sahélien représentait 0,18 % du PIB mondial pour 2 % de la population mondiale.

Le PIB du Niger – 20 millions d'habitants – est de 5,7 milliards d'euros soit dix fois moins que la fortune de Bill Gates.

L'extrême pauvreté touche entre 40 et 50 % de la population de la zone.

Plus de 3 milliards d'euros d'aide publique sont décaissés chaque année pour le Sahel, plus 1,5 milliard d'euros de dépenses militaires occidentales.

Lors de la conférence sur le Mali, en 2015 à Paris, les donateurs ont promis 3,4 milliards d'euros additionnels sur cinq ans.

portrait

A Ouagadougou, le rempart solidaire

— Depuis 2014, Raïssa Compaoré est devenue une figure de la lutte citoyenne pour la paix et la justice sociale au Burkina Faso.

Il y a des mots qui n'ont pas de prise sur elle, qui glissent sur son corps comme l'harmattan qui traverse le ciel du Burkina Faso. La fatalité et les injustices, Raïssa Compaoré les balaie d'un revers de main. Pour cette authentique indignée, il y a toujours un coup à tenter pour protéger les siens.

Janvier 2016. Ouagadougou essuie une attaque terroriste inédite revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique. Au restaurant Cappuccino, l'attentat a fait 30 victimes. « J'étais choquée. Les jours passaient, j'attendais qu'un leader d'opinion se manifeste pour rendre hommage aux victimes. » Ne voyant rien venir, elle décide de s'en charger. La chaîne de lumière, saluée plus tard par le président Roch Kaboré, est née. Des centaines de personnes répondent à son appel et se donnent rendez-vous devant le Cappuccino pour une veillée commémorative. « C'était une force citoyenne non-violente qui prônait la paix et qui disait non au terrorisme. Il fallait qu'on resserre les rangs, qu'on soutienne les familles et les forces de sécurité. » La jeune femme de 35 ans



Radio Omega

Raïssa Compaoré

Journaliste et activiste au Burkina Faso

a toujours été une citoyenne engagée. En 2008, après une maîtrise en gestion et administration des entreprises, elle rejoint la chaîne de télévision Canal 3. Elle sera l'une des premières femmes journalistes reporters d'images du Burkina Faso.

« Elle ne reculait devant rien. On pouvait la mettre sur tous les sujets, elle n'avait pas peur d'être au cœur des événements, notamment lors de l'insurrection populaire, se souvient son ancienne consœur Aïssata Sankara. Elle a beaucoup de courage et la main sur le cœur. Ce n'est pas toujours facile pour une femme de s'affirmer ainsi ici. » Pour sa mère Bernadette Compaoré, ce courage

lui vient de son père. « Comme elle, il ne se souciait pas des "on-dit". Il avait de la poigne, il était franc et assumait ses décisions, comme par exemple lorsqu'il s'est converti au catholicisme alors qu'il était issu d'une famille de confession musulmane. Raïssa et lui s'admiraient. »

Sa mère, catholique fervente, lui a transmis cette générosité qui la caractérise au quotidien. « Quand elle était en CE2, elle avait décidé, sans m'en parler, d'assister une camarade aveugle qui était dans sa classe. » Cette considération discrète ne l'a jamais quittée. « Elle aide beaucoup de personnes chaque jour, elle ne raconte pas tout. Elle ne le fait pas pour avoir le nom, comme on dit ici, elle le fait car elle est sensible à la douleur des autres, parce qu'elle y croit. Quand elle lance un SOS, elle réveille la solidarité des gens. »

Ses « SOS » sont lancés sur les réseaux sociaux. « Quand elle croise une injustice sur sa route, elle ne reste pas les bras croisés, explique son amie journaliste Amélie Gué. Ses actions ont un impact sur la société. » Lorsqu'une musicienne burkinabée échappe à un lynchage dans les rues de Ouagadougou en mai 2017, Raïssa Compaoré monte au créneau et organise une marche contre les violences faites aux femmes. Un mois plus tard, un couple d'amis perd ses filles jumelles nées prématurément. Elle découvre que la ville ne

dispose que de quelques couveuses. « Chaque jour, des parents quittaient l'hôpital avec une boîte en carton dans laquelle se trouvait le corps de leur bébé. » Aidée par ses amis, elle lance une collecte de fonds, et quelques mois plus tard huit couveuses achetées à l'étranger sont remises au ministère de la santé.

Au fil du temps, Raïssa Compaoré est parvenue à fédérer autour d'elle une communauté de citoyens qui s'associent à ses activités caritatives. « Il y a beaucoup de problèmes sociaux. Les gens prennent conscience des problèmes des autres. On voit qu'avec peu de moyens, on peut faire beaucoup ensemble. Cela apaise la détresse et la frustration des plus faibles, et c'est toute la société qui y gagne. »

Les jalons qu'elle pose relancent la solidarité qui fait de plus en plus défaut. « Dans le Sahel, les attaques terroristes se multiplient, commente-t-elle. Les habitants ont l'impression d'être abandonnés face à la menace. Mais la fatalité, l'obscurantisme et les injustices ne doivent pas s'installer ici. Je fais partie de cette nouvelle génération de femmes qui ose dire les choses. Il suffit qu'une personne décide d'agir pour que tout un quartier se lève. Notre cohésion peut nous protéger du pire. Si nous veillons les uns sur les autres, nous ferons avancer le Burkina Faso. »

Ludvine Laniepe

entretien

« Il faut redéfinir les priorités de l'aide au développement »

Serge Michailof

Chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)

— Pour ce spécialiste des pays fragiles, la cause profonde des conflits actuels tient plus à la dégradation politique, économique et sociale qu'à la religion.

Après les conflits de domination entre puissances développées au siècle dernier, le monde connaît des conflits plus localisés où la religion semble jouer un rôle moteur. Partagez-vous ce constat ?

Serge Michailof : Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Occidentaux ont connu quelques crises graves, mais qui n'ont jamais dégénéré. Heureusement d'ailleurs,

car un conflit nucléaire signerait sans doute la fin de notre monde.

Depuis la fin de la guerre froide, le monde connaît en revanche des conflits localisés mais sanglants – on pense à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Syrie – où la dimension religieuse semble renvoyer au « choc des civilisations » que développe Samuel Huntington dans son essai du même nom. Mais ce point de vue me paraît réducteur. Les conflits modernes sont des phénomènes complexes où le facteur religieux s'ajoute à beaucoup d'autres mais n'est pas forcément déterminant.

Quelles sont les principales causes de conflits ?

S.M. : La démographie en est une, souvent oubliée. Beaucoup de pays du Sud connaissent une très forte croissance de leur population, qui jette sur des marchés du travail atones une masse de jeunes gens. L'Afghanistan, par exemple, devrait trouver chaque année un emploi à 400 000 jeunes hommes alors que

le pays est en complète faillite. On comprend que les groupes armés talibans et les réseaux de l'opium n'aient aucun mal à recruter.

Un autre facteur renvoie à l'hétérogénéité ethnique et religieuse de ces pays, qui tient souvent à la manière dont les puissances occidentales avaient découpé les frontières. Cette hétérogénéité crée un mélange potentiellement explosif qui ne demande qu'à sauter lorsque des groupes se sentent exclus. Les dysfonctionnements de l'appareil régalienn – police, justice, armée – jouent un rôle de détonateur. Les violences, les exactions, la corruption, les prédateurs exercés sous couvert de l'État suscitent un ressentiment qui alimente les tensions.

C'est dans ce contexte socio-économique très dégradé que les conflits surgissent. La dimension religieuse ou ethnique n'intervient, si l'on peut dire, qu'après coup, pour rajouter de l'huile sur le feu, même si dans certains cas elle

peut occulter les autres facteurs et prendre le dessus.

Comment faire face ?

S.M. : Recourir à la force armée peut être nécessaire, mais n'est jamais suffisant. On le voit au Mali, où l'opération Barkhane menée par l'armée française permet de limiter l'ampleur du conflit mais ne règle pas un problème qui est d'abord politique, dans un environnement social désastreux. Il y a un risque qu'au fur et à mesure que le temps passe, notre armée soit perçue comme une armée d'occupation.

L'aide au développement est-elle efficace ?

S.M. : Elle ne peut ni résoudre des conflits politiques ni provoquer à elle seule le développement. De plus, son efficacité est souvent limitée faute d'être ciblée sur les vrais problèmes. L'aide publique au développement a été conçue, à l'origine, comme un outil de la guerre froide et pour faciliter les décolonisations. Puis elle s'est reconvertie

dans la lutte contre la pauvreté, ce qui l'a conduit à se focaliser sur le social. Dans les pays fragiles ou en conflit, il faut redéfinir ses priorités et concentrer ses efforts dans trois domaines : le soutien à l'agriculture, la reconstruction d'appareils d'État efficaces, et la maîtrise de la démographie. Or, l'aide continue de négliger ces problèmes.

L'Afghanistan offre, là encore, un parfait exemple de l'inefficacité d'une aide mal ciblée. De 2002 à 2008, ce pays essentiellement agricole a reçu une aide considérable qui a atteint jusqu'à 50 % de son PIB. Mais moins de 4 % allaient à l'agriculture. En octobre 2015, lors de la conférence de Paris, les donateurs ont promis 3,4 milliards d'euros au Mali. Mais seuls 3,7 % étaient destinés à l'agriculture.

Recueilli par Antoine d'Abundo

Serge Michailof est l'auteur d'*Africanistan* aux Editions Fayard, 2015, 320 p., 22 €.